

Initiative du groupe des Verts demandant au Conseil d'Etat d'intervenir auprès de l'Assemblée fédérale afin de décréter un moratoire sur l'importation d'agrocarburants

Développement

L'augmentation continue des prix du pétrole et la mise en oeuvre de politiques énergétiques nationales visant à favoriser l'approvisionnement en énergies renouvelables et diminuer les émissions de gaz à effet de serre, ont déclenché une progression massive des surfaces agricoles cultivées pour les agrocarburants [1]. Alors qu'ils promettaient de nous apporter des solutions pour atteindre les objectifs de l'accord de Kyoto, réduire notre dépendance au pétrole et assurer des revenus supplémentaires aux agriculteurs ou aux pays en voie de développement, le bilan des agrocarburants est aujourd'hui nettement plus mitigé.

L'étude de l'EMPA, publiée en mai 2007, a montré que de nombreux agrocarburants issus de plantes cultivées peuvent causer toute une série d'atteintes à l'environnement, souvent plus élevées que l'essence ou le diesel. D'autres études récentes de l'OCDE affirment que si l'on tient compte d'autres paramètres, comme de la superfertilisation ou de l'acidification du sol agricole, de la perte de la diversité des espèces, de la réduction des forêts et tourbières tropicales, ou encore des émissions de protoxyde d'azote par les sols [2], le bilan global des agrocarburants serait même négatif.

En outre, le développement de la production énergétique agricole est en concurrence avec la production de denrées alimentaires, avant tout au détriment des pauvres. On constate une forte diminution des réserves mondiales de céréales et d'autres aliments de base, entraînant un renchérissement conséquent des aliments de première nécessité [3] et des crises alimentaires dans diverses régions du monde. La FAO, l'Organisation mondiale des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, ouvre d'ailleurs aujourd'hui son Sommet mondial sur le thème de la sécurité alimentaire, auquel participeront la plupart des grands dirigeants de ce monde, MM. Sarkozy, Ban Ki-Moon, Kirchner, Lula, Zapatero, pour n'en citer que quelques-uns.

L'actualité sur fond de crise alimentaire internationale nous rappelle que la fonction nourricière de l'agriculture est fondamentale pour la population et qu'elle ne devrait pas passer avant la production d'énergie. Même si les agrocarburants ne sont qu'un facteur parmi d'autres qui déstabilisent les marchés alimentaires, tous les modèles s'accordent sur ce point : l'expansion des agrocarburants entrera en conflit avec la production alimentaire [4].

Devant de telles perspectives, il n'est tout simplement pas possible d'aller de l'avant en fermant les yeux et de se féliciter de pouvoir remplacer l'or noir par de l'or vert. Il est par contre indispensable de prendre le temps de trier le bon grain de l'ivraie. Certains agrocarburants produits à base de déchets ainsi que les technologies dites de deuxième génération pourraient présenter un bon bilan écologique et social.

Cette initiative ne s'oppose pas à la substitution d'une part limitée de l'essence légère par du bioéthanol dont le principe avait été énoncé par l'initiative déposée en 2006 par M. le député Claude-André Fardel. Par contre, elle demande que le Conseil d'Etat intervienne auprès de l'Assemblée fédérale pour qu'un moratoire de 5 ans soit fixé pour l'importation d'agrocarburants et que, durant cette période, des dispositions soient prises pour renforcer nos connaissances sur les impacts écologiques et sociaux, pour favoriser la recherche sur les technologies de deuxième génération et réduire la consommation de carburants.

[1] La production d'éthanol (à partir de canne à sucre, maïs, blé et betterave à sucre) a progressé au niveau mondial de 31% de 2004 à 2006. En Suisse, la production de diesel végétal (à partir de colza, ou d'importations d'huile de palme et de soja) a triplé de 2004 à 2006.

[2] Le N2O est un gaz à effet de serre 300 fois plus puissant que le CO2.

[3] + 57% de hausse en moyenne de mars 2007 à mars 2008 pour les principales denrées consommées dans le monde.

[4] Banque mondiale. Rising food prices : Policy options and World Bank response, 2008.

Lutry, le 2 juin 2008.

(Signé) *Alessandra Silauri et 22 cosignataires*